

TOYAMA

PROMESSES BRISÉES



Titre: Promesses brisées

Format: Numérique

ISBN: 978-0-9950328-9-7

Éditeur:

Nikkei National Museum & Cultural Centre

DE NOMBREUSES HISTOIRES, DE NOMBREUSES VOIX	2
Avant-propos	3
Introduction	4
Beaucoup d'histoires, beaucoup de voix : la consultation communautaire dans l'exposé <i>Promesses brisées</i>	10
PROMESSES BRISÉES	16
La dépossession est l'histoire d'un peuple	18
Terre des promesses brisées	20
Chez-soi	22
Narrateurs: la vie avant la dépossession	24
L'ÉPOQUE DE L'INTERNEMENT	38
Une vieille histoire	40
Promesse de protection	44
LES BUREAUX DES PERTES	46
Qui a brisé la promesse?	50
Vivre avec le pouvoir étatique	54
Protestation	58
HÉRITAGES DE LA DÉPOSSESSION	62
Récupération	64
Narrateurs: les héritages	66
Héritages de la dépossession	80
L'HISTOIRE CONTINUE	92
Le Canada peut-il offrir un domicile juste pour tous ?	96

De **NOMBREUSES HISTOIRES,** de **NOMBREUSES VOIX**

Promesses brisées est organisée par le Nikkei National Museum et Musée royal de la Colombie-Britannique en partenariat avec **Landscapes of Injustice**.

Landscapes of Injustice est un projet de recherche dont le siège est à l'Université de Victoria, avec des collaborateurs dans l'ensemble du Canada. L'équipe comprend des chercheurs, des dirigeants communautaires, des aînés, des archivistes et des enseignants qui se consacrent à révéler l'histoire de la dépossession des Canadiens japonais. Chacun de nous hérite de ces histoires d'injustice ainsi que de la responsabilité de les raconter.



AVANT-PROPOS

Jordan Stanger-Ross, PhD, Directeur de Projet,
Landscapes of Injustice, Université de Victoria

En 1942, le gouvernement du Canada a déraciné et emprisonné toutes personnes d'origine japonaise habitant la côte ouest de la Colombie-Britannique. L'année suivante, il a autorisé la vente de tout ce qu'ils ont été forcés d'abandonner. Par conséquent, quand l'ère d'internement du Canada s'est enfin terminée en 1949, les Canadiens japonais n'avaient plus de chez-soi où retourner. Leurs maisons, leurs fermes, leurs entreprises, leurs bateaux de pêche, leurs voitures, leurs animaux domestiques, leurs effets personnels – bref, tout ce qu'ils n'ont pas pu emporter avec eux – avaient disparu.

L'exposé *Promesses brisées* est la pierre angulaire de Landscapes of Injustice, un projet visant à déterrer et à raconter l'histoire de la dépossession des Canadiens japonais. Notre collectif de recherche est uni par la conviction que ce chapitre de notre histoire est toujours d'importance. La dépossession est une histoire sur la violation des droits de l'homme et des droits civils à une époque d'insécurité perçue, sur les mesures prises au nom de la sécurité nationale qui n'ont davantage sécurisé personne, sur le mal perdurant des déplacements de masse et de la perte de son chez-soi, et sur la résilience des personnes confrontées à l'injustice.

INTRODUCTION

Sherri Kajiwara, Directrice/Conservatrice,
Nikkei National Museum, Co-Commissaire d'exposé

Leah Best, Gestion des Connaissances,
Royal BC Museum, Co-Commissaire d'exposé

Le projet Landscapes of Injustice (LOI) est une enquête approfondie de la dépossession forcée des Canadiens japonais coïncidant avec la participation du Canada à la Seconde Guerre mondiale. Tel que décrit par le projet : *C'était un moment symbolique dans l'histoire du Canada du 20^e siècle : un principe fondamental de la société libérale-la propriété en fief simple-en collision avec l'idéologie raciale.* Quand les membres du collectif de recherche LOI ont creusé et analysé en détail les riches et abondantes trouvailles académiques, les éléments constitutifs de l'histoire ont émergé. Qu'est-ce qui a été pris et qu'est-ce qui a été perdu ? Où tout cela a-t-il eu lieu ? Qui étaient les principaux coupables ? Quels héritages perdureront ?

Cependant, pour réellement contextualiser tout cela, nous devons également comprendre la vie de cette communauté dès l'arrivée des premiers Japonais au Canada et les legs de cette histoire. Les Canadiens japonais avaient été citoyens de ce pays pour plus d'un demi-siècle au moment

où ces évènements se sont produits. La dispersion forcée de plus de 22 000 Canadiens japonais de leurs chez-soi est souvent évoquée comme une conséquence malheureuse, mais nécessaire, des efforts de gestion de la guerre. Mais les promesses faites par l'état qui a demandé la coopération de la communauté, les promesses de les garder en sécurité, les promesses de garder leurs biens en sécurité, ont été complètement rompues en quelques mois. Toutes les promesses ont été brisées.

Le parcours du développement de cette exposition a été riche en collaborations au sein et au-delà du collectif de recherche de Landscapes of Injustice. L'histoire de la dépossession des Canadiens japonais dans les années 40 est complexe. Notre défi en tant que conservateurs de musée était de débiller quatre années de recherche universitaire et de les transformer en une expérience de visite engageante qui résonnerait au-delà de la recherche scolaire. Nous devons nous concentrer sur les raisons pourquoi cette histoire se devait d'être racontée, sur comment relier cette histoire de manière significative au public et sur les leçons qu'allaient retenir les visiteurs. Après deux années de développement rigoureux de l'exposition, de consultations exhaustives auprès de la communauté, de subventions supplémentaires

du Patrimoine canadien et d'adaptation avisée en réponse à la pandémie mondiale, c'est avec respect que nous vous présentons *Promesses brisées*.

Les chercheurs du projet LOI ont fait d'incalculables contributions tout au long du processus de conservation. Le Dr Eiji Okawa a contribué à éclaircir la vie des Japonais au Canada à leurs débuts. L'expertise en analytique du Dr Trevor Wideman a aidé à assurer que notre sélection de narrateurs était diversifiée en âge, géographie, style de vie et sexe. Kaitlin Findlay était le pont entre les phases 1 et 2 de cette aventure de sept ans. Les études supérieures de Kaitlin d'exploration des fichiers de la Commission Bird et sa capacité à réfléchir de manière créative à d'immenses quantités de données ont servi de cadre à la section Offices of Loss de l'exposé. La Dr Yasmin Amaratunga Railton, notre conservatrice postdoctorale, a grandement contribué à la gestion du processus de développement de l'exposé, allant de l'obtention de subventions, à la traduction de recherche en exposés significatifs, à l'orchestration de consultations communautaires. Il s'agissait vraiment d'un travail d'équipe.

Le Dr Jordan Stanger-Ross, qui a mené le projet Landscapes of Injustice depuis ses débuts, était un écrivain contributeur avec Kaitlin Findlay, et un participant actif sur l'équipe de conservation.

Des conseils précieux et de la sagesse ont été apportés par deux membres dédiés du Community Council du projet : Mary Kitagawa et Vivian Wakabayashi Rygnestad. Finalement, la créativité de nos designers Doug Munday, Ria Kawaguchi et Kirsti Wakelin nous a aidés à donner vie à cet exposé.

L'espoir de *Promesses brisées* est de tirer des leçons d'une histoire à la fois difficile et peu soignée et d'en faire l'objet d'actions à ce jour. Nous vous invitons à suivre les sept narrateurs et narratrices, à identifier ce que signifie un chez-soi pour vous, à plonger dans la mare bureaucratique située dans Offices of Loss, à réviser des échantillons de fichiers qui offrent un aperçu des vies administrées par l'état, à écouter des comptes rendus à la première personne et à vous confronter aux héritages qui demeurent.

PERTES

Protection, soon broken
generations were interned
of their names. At first, some
prevent the thefts, but their efforts
Public and political pressure to
the government authorized the sale
property in January 1942.
ices created to protect property
the headquarters of dispossession.
els of real estate and tens of
belongings were sold without consent.

Principles of protection, based on
April, members of the Resistance
interventions in public spaces. A
resistance committee created in
level of the building, the
La prison, which is a building
a square. A government
destruction, see
Les bureaux, gouvernement
des lieux, voir
Plus de 700
milliards de francs



A DECADE of ADMINISTRATION

Une DÉCENNIE d'ADMINISTRATION

The struggle against government control was long and painful.
La lutte contre le contrôle du gouvernement a été longue et douloureuse.

This timeline maps the ongoing work of the dispossession – officials' work to dispossess Japanese Canadians, and Japanese Canadians' work to survive under these policies.

Trace these long years of administration and protest in the Case Files nearby.

Cette chronologie représente le travail de déposséder continu – le travail des fonctionnaires dans la déposséder des Japonais canadiens, et les efforts des Japonais canadiens pour survivre dans ces conditions ou ces politiques.

Retracez ces longues années d'administration et de protestation grâce aux dossiers d'affaires suivants.



PROTEST PROTESTATION

Japanese Canadians fought for justice against government policies that denied them their homes, their assets, and their lives.

Les Canadiens japonais ont protesté contre les vices de leur propriété.

Japanese Canadians challenged the government's policy to deny them their homes, their assets, and their lives.

Les Canadiens japonais ont contesté la politique du gouvernement de leur déposséder de leurs biens, de leurs biens, et de leur vie.

The Canadian Japanese Association fought for justice against government policies that denied them their homes, their assets, and their lives.

Le Japonais Canadien Association a lutté pour la justice contre les vices de leur propriété.

The Canadian Japanese Association challenged the government's policy to deny them their homes, their assets, and their lives.

L'Association japonaise canadienne a contesté la politique du gouvernement de leur déposséder de leurs biens, de leurs biens, et de leur vie.



BEUCOUP D'HISTOIRES, BEUCOUP DE VOIX :

la consultation communautaire dans l'exposé *Promesses brisées*

Yasmin Amaratunga Railton, PhD,
Boursière Postdoctorale de Conservation,
Landscapes of Injustice

À bien des égards, la conservation de musées peut être perçue comme une forme de narration. Élaborant sur cette métaphore, les conservateurs ne sont pas tant des auteurs que des traducteurs de savoir. L'histoire de la dépossession des Canadiens japonais des années 40 aux mains du Gouvernement canadien n'est pas un narratif singulier. La recherche entreprise par le projet *Landscapes of Injustice* illustre comment la violence de la dépossession s'est déroulée sur des années de travail bureaucratique et dans les épreuves quotidiennes des administrés pendant une décennie. Cela a nécessité la complicité de milliers de personnes. Les pertes de son chez-soi et de sa place étaient des maux spécifiques auxquelles les Canadiens japonais ont réagi de manières complexes et variées. Ces pertes se font ressentir à ce jour.

Dans *Promesses brisées*, nous nous sommes efforcés de traduire de nouvelles recherches à ce sujet tout en restant enracinés dans les réseaux de connaissances communautaires. Pour y parvenir

efficacement, nous avons adopté ce que l'on appelle la *préparation participative d'exposé*, une approche de conservation qui promeut la consultation avec des experts et permet à ceux avec des expériences vécues de raconter leurs propres histoires. Nous avons mené nos consultations communautaires à chaque étape de développement de l'exposé, allant souvent au-delà d'une consultation, pour faire œuvre de collaboration.

L'écoute active a toujours fait partie intégrante de la narration. Des heures de discussions ont été menées pour la sélection de documents d'archives, de photos, de lettres et de témoignages oraux afin de transmettre au mieux les expériences personnelles et collectives des familles canado-japonaises. J'ai eu l'honneur de m'asseoir dans les maisons des nos narrateurs et d'écouter leurs histoires. Pour comprendre l'histoire de Masue Tagashira, la coordonnatrice de recherche Kaitlin Findlay et moi avons passé une journée avec trois générations de la famille Tagashira. C'est autour de thé et biscuits que Donald, Charles et Emma Jinnouchi ont partagé des histoires et des douzaines d'albums photo.

Afin d'assurer la traduction de la recherche aux visiteurs, nous avons consulté le Musée Royal de la Colombie-Britannique, le Musée national Nikkei, le Musée canadien de la guerre et le Musée canadien de l'immigration. Nous avons fait circuler des ébauches de textes avec le Conseil Communautaire

Landscapes of Injustice, ainsi qu'avec des historiens, des géographes et des spécialistes du droit. Des enseignants canadiens au niveau primaire et secondaire ont testé les éléments interactifs pour leur fonctionnalité. Nous avons organisé des séances publiques au Powell Street Festival et invité le public à nous donner son avis sur les plans et à se prononcer sur des histoires et des images spécifiques. J'ai été particulièrement touchée par les œuvres d'Emma Nishimura, qui illustrent de façon si émouvante l'histoire de sa famille et sa réaction au moment où elle en a pris conscience. Ces œuvres se trouvent maintenant dans la section *Héritage* de l'exposé et vous pouvez écouter Emma parler de son travail dans le théâtre d'histoire oral.

Comme avec toute consultation communautaire, la nôtre avait ses limites. Nous sommes sensibles au fait qu'il n'y a pas toujours de consensus au sein de l'ensemble de la communauté canado-japonaise sur des sujets allant du langage et des euphémismes à l'éthique de la publication des résultats de la recherche. Pour surmonter le défi de raconter cette histoire, nous avons adopté plusieurs outils nous permettant de faire entendre différentes voix. Ceux-ci comprennent la mise en place d'un comité d'intégration de recherche et la tenue de réunions régulières avec notre Conseil Communautaire, un comité composé de conseillers canado-japonais de chaque coin du pays. Je me sens privilégiée

d'avoir travaillé avec Mary Kitagawa et Vivian Wakabayashi Rygnestad, d'avoir appris d'elles et d'avoir développé des amitiés profondes avec elles tout au long de ce projet.

La narration soutient aussi le dialogue pour le changement social. Tenir des consultations publiques à travers la Colombie-Britannique a assumé une fonction éducative essentielle au partage de cette histoire et la promotion d'un dialogue sur le racisme. De nouvelles histoires ont émergé par ces discussions. Lors d'une séance de consultation communautaire aux îles du Golfe, Rose Murakami, dont la sœur Mary est une des narratrices de l'exposition, nous a partagé son expérience d'années de recherche de biens familiaux dans des ventes de garage après leur retour à l'île de Salt Spring après leur déracinement forcé.

Comme avec tout processus de collaboration, la préparation participative d'exposé est une opportunité de reconnaître et d'exprimer des valeurs divergentes en plus d'offrir un espace de discussion sécurisant. Ce thème se manifeste à la fin même de l'exposition grâce à une composante rétroactive. Nous vous invitons à réfléchir à cette histoire difficile et à vous joindre à la conversation avec des chercheurs et avec la communauté canado-japonaise. Nous espérons que cet exposé suscitera une connexion personnelle à cette histoire et assurera sa continuité.

Chatter at breakfast. Store opens for the day.

Vancouver's *Ebisuzaki Shōten*, or store, served Japanese Canadians across coastal British Columbia. Its motto was "Thin Profit, Thick Trust."

Teiji (b. 1903) owned the store with his older sister, Hide Ebisuzaki, and her husband, Masatarō. All lived and worked together. Teiji's daughter remembers a "crazy" busy home, "a big house with lots of people in it."

Causerie au petit-déjeuner. Ouverture du magasin pour la journée.

L'*Ebisuzaki Shōten* de Vancouver, ou magasin, a servi des Canadiens japonais sur la côte de la Colombie-Britannique. Sa devise était « Petit profit, grande confiance ».

Teiji (né en 1903) était propriétaire du magasin avec sa sœur aînée, Hide Ebisuzaki, et son mari, Masatarō. Tous vivaient et travaillaient ensemble. La fille de Teiji se souvient d'une maison occupée « folle », « une grande maison avec beaucoup de monde ».

TEIJI MORISHITA

FOLLOW
MY STORY

SUIVEZ MON
HISTOIRE



PROMESSES BRISÉES

La dépossession des Canadiens japonais

Pouvez-vous imaginer quelqu'un prendre votre maison, tous vos biens et votre liberté? En 1942, le gouvernement canadien a expulsé de force 21 460 Canadiens japonais des côtes de la Colombie-Britannique. Les gens montaient à bord de trains en apportant uniquement ce qu'ils pouvaient transporter. Les autorités ont promis de protéger le reste.

Au lieu de cela, les Canadiens japonais ont été dépossédés : tout a été volé ou vendu.



La **DÉPOSSESSION** *est* **l'HISTOIRE** *d'un* **PEUPLE**

Une mère, bannie de chez elle, lutte en hiver pour nourrir et vêtir ses enfants. Un pêcheur, son bateau volé, recommence loin de la mer. Une famille, séparée de force par son gouvernement, aspire à des retrouvailles.

La dépossession a été alimentée par le racisme. Les politiciens l'ont inscrit dans la loi. Les autorités ont imposé des années de politique injuste. D'autres ont pris ce qu'ils pouvaient pour eux-mêmes.

Cette histoire est une ressource.
Elle nous appelle à créer un avenir
canadien plus juste.



TERRE *des* PROMESSES BRISÉES

Les maisons saisies des Canadiens japonais se trouvaient sur des terres précédemment saisies des peuples autochtones.

La loi britannique a promis de protéger les terres autochtones jusqu'à la signature des traités. En Colombie-Britannique, cette promesse a été ignorée. Les peuples autochtones ont été dépossédés.

La lutte contre cette injustice se poursuit aujourd'hui.

UNE HISTOIRE ÉCRITE PAR-DESSUS UNE AUTRE

- Le plus grand ancien quartier canadien japonais de Vancouver, rue Powell, est connu depuis des temps immémoriaux par les Musqueam, Tsleil-Waututh et les Premières Nations voisines sous le nom de *q̓əm̓q̓əm̓ələp̓*.
- Des milliers de Canadiens japonais ont pêché à Steveston, qui est également connu sous le nom de *q̓w̓'eya'xw* en hul'q'umi'num', le dialecte insulaire de cette langue salishenne.
- Une puissante histoire de création de Hul'q'umi'num se déroule sur le plus haut sommet de l'île Salt Spring, près des anciennes fermes de Canadiens japonais.

Le Totem des Survivants, situé dans la partie est du centre-ville de Vancouver, rend hommage aux diverses communautés qui ont bravé le racisme et les injustices. Il représente la survie des communautés et est un symbole durable de la résistance et de l'inclusion.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [<https://bit.ly/3aC5SZr>]

CHEZ-SOI

La vie avant la dépossession

Au début des années 40, les Canadiens japonais vivaient en Colombie-Britannique depuis des décennies. Ils se sont enracinés au Canada, tout en conservant des liens avec le Japon. Malgré le racisme et la discrimination, ils ont prospéré.

Le Canada était leur chez eux : un lieu de travail acharné, d'appartenance et de rêves.

Les immigrants canadiens japonais (*issei*) et leurs enfants (*nisei*) ont construit une vie de communauté et de relations. Ils ont pêché et exploité des fermes, cultivé des jardins et ouvert des magasins. Les familles ont mis en commun leurs compétences et leurs ressources. Les communautés ont fondé des écoles de langues, des coopératives, des églises et des temples.

La moitié des Canadiens japonais sont nés au Canada.

Ici, vous rencontrerez sept Canadiens japonais dont les expériences sont racontées dans cette exposition.





KAORU ATAGI

Rires, cris de goélands,
odeur de copeaux de cèdre

Kaoru (né en 1912) a grandi à Steveston, une ville de pêcheurs prospère. Il a vu son père, Tsunematsu, pêcher pendant les étés et construire des bateaux pendant les hivers. Atagi Boatworks a ouvert ses portes en 1905. Kaoru pensait qu'un jour ce serait à lui.

La famille se souvient du père de Kaoru comme un maître de son art.
« C'était incroyable ce qu'il pouvait faire avec ses outils »





EIKICHI KAGETSU

Des scies abattent des arbres géants.
La canopée s'ouvre sur le bleu.

Eikichi (né en 1883), un travailleur immigré, a lentement construit un empire de l'exploitation forestière sur l'île de Vancouver. Il est devenu un leader communautaire. En 1936, il a déposé une couronne pour les soldats canadiens japonais morts à la crête de Vimy, en France.

La richesse d'Eikichi a été durement gagnée.

« Le tronc d'arbre peut être mon oreiller », écrit-il dans son journal, « pendant que je vais dans les bois pour inspecter les arbres. » »





TEIJI MORISHITA

Causerie au petit déjeuner.
Ouverture du magasin
pour la journée.

L'Ebisuzaki Shōten de Vancouver, ou magasin, a servi des Canadiens japonais sur la côte de la Colombie-Britannique. Sa devise était « Petit profit, grande confiance ».

Teiji (né en 1903) était propriétaire du magasin avec sa sœur aînée, Hide Ebisuzaki, et son mari, Masatarō. Tous vivaient et travaillaient ensemble. La fille de Teiji se souvient d'une maison follement animée, une grande maison avec beaucoup de monde ».



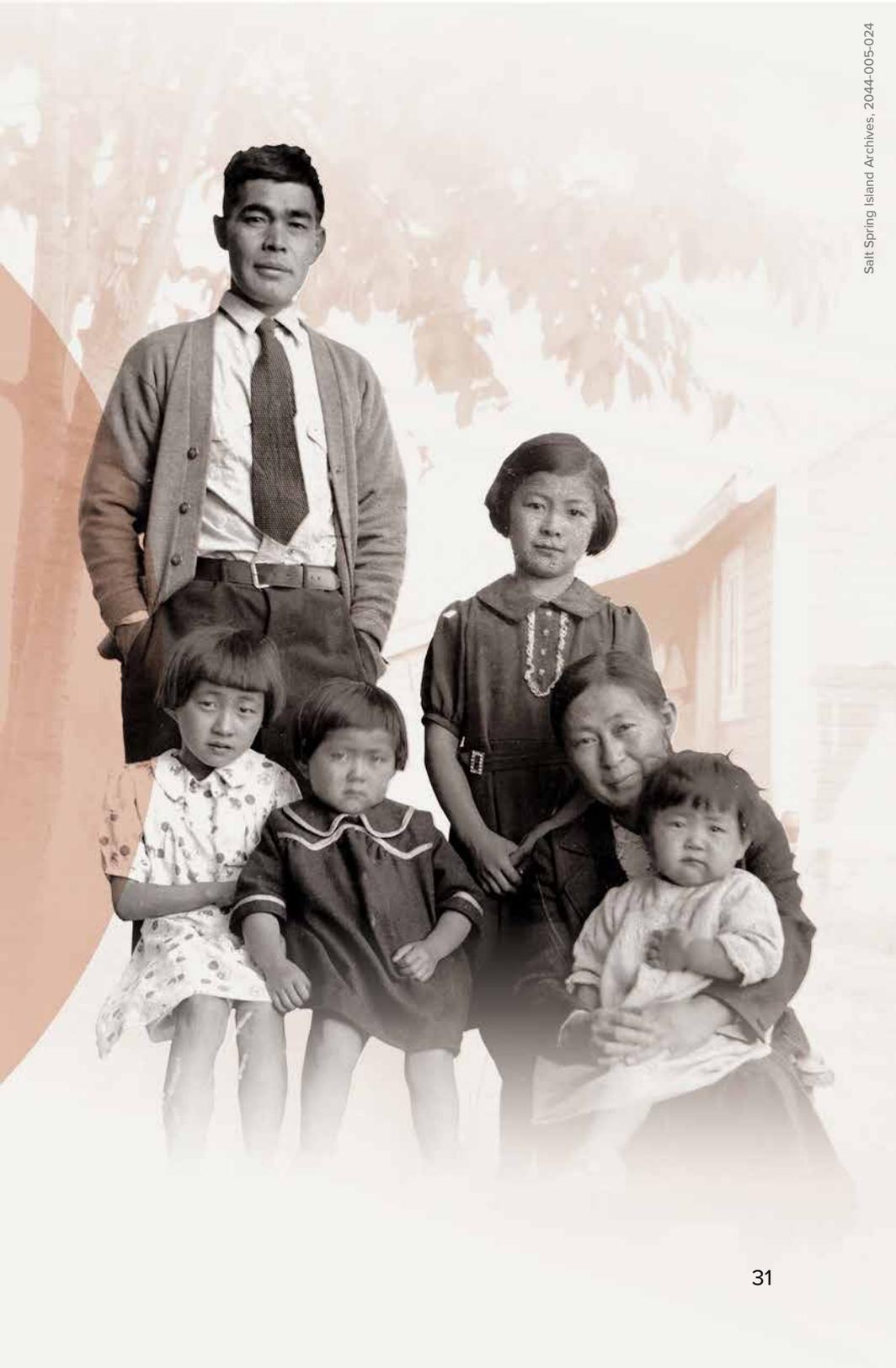


KEIKO MARY MURAKAMI

Festin et champ
dignes de la royauté

Lorsque le roi et la reine britanniques ont visité Victoria en 1939, on leur a servi des fraises de Murakami. La ferme, sur l'île Salt Spring, a été défrichée par le père de Mary. Il a utilisé de la dynamite sur les plus grandes souches et a construit leur maison à la main.

Pour Mary (née en 1937), ce fut une enfance « idéale » et confortable. « Nous étions libres de nous déplacer. »





HIROSHI OKUDA

Foules bruyantes, pluie dans l'air

Hiroshi (né en 1914) a inspiré ses camarades de classe de Cumberland avec son esprit sportif. Athlète accompli à l'école et joueur universitaire à l'Université de la Colombie-Britannique, il a continué de briller.

Hiroshi a obtenu deux diplômes.
Dans les années 40, il était comptable.





MASUE TAGASHIRA

Retour à pied à la maison au crépuscule.
Un tramway circule bruyamment.

Masue (née en 1908) était une mère immigrée devenue veuve à la suite d'un accident d'exploitation forestière en 1933. Sa mère a exhorté Masue et ses deux enfants à retourner au Japon.

Au lieu de cela, Masue est resté en se disant:
« Je me bats maintenant, mais un jour viendra le printemps de ma vie. Ensuite, je pourrai sourire. »

Pendant des années, elle a travaillé au magasin de tabac et de bonbons Tagashira de Vancouver.

Dans le quartier de la rue Powell,
elle a rencontré son futur mari, Rinkichi.



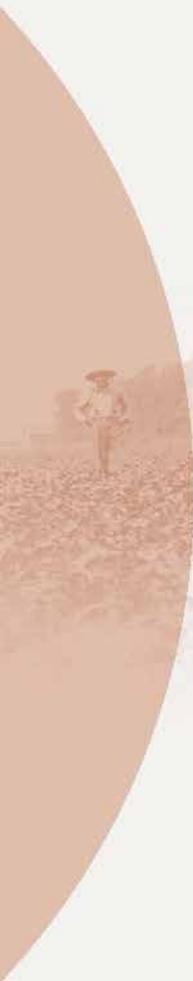


TSUMA TONOMURA

Chou haché, radis mariné, bouillon chaud

La mère de Tsuma (née en 1898) est décédée quand elle avait dix ans. Elle a perdu le contact avec son père. Ayant peu de possibilités au Japon, elle a épousé un Canadien, Moichiro Tonomura.

En 1928, Tsuma a rejoint le clan Tonomura, les premiers agriculteurs canadiens japonais à Mission, une riche plaine près de Vancouver. Elle cuisinait pour tout le monde. Le *sukiyaki* cuit à la vapeur, une fondue japonaise, était un favori de la famille.



L'ÉPOQUE *de* l'INTERNEMENT

Sept ans d'internement, la plupart en temps de paix

Le Canada a déclaré la guerre au Japon après une attaque sur des bases britanniques et américaines le 7 décembre 1941.

Pour la Gendarmerie royale du Canada et les généraux canadiens, les Canadiens japonais ne représentaient aucune menace. Mais les politiciens ont tout de même décidé de déraciner de force toutes les « personnes de race japonaise » des côtes de la Colombie-Britannique.

Après la fin de la guerre, les autorités ont fait pression sur des milliers de Canadiens japonais pour qu'ils s'exilent au Japon. Ceux qui ont refusé d'y aller ont reçu l'ordre de déménager à l'est des Rocheuses. La violation de leurs droits s'est poursuivie jusqu'au 1er avril 1949.

LOIN DE LA MAISON

Entre mars et octobre 1942, des milliers de Canadiens japonais ont été forcés d'aller dans des camps dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. D'autres ont été forcés à effectuer des travaux routiers et agricoles et à aller dans des camps de prisonniers de guerre à travers le Canada.

L'hiver est arrivé tôt. Les températures sont descendues à des niveaux record. Les Canadiens japonais grelottaient dans des tentes, des cabanes de fortune et des bâtiments abandonnés.

Betty Umakoshi a grandi à Vancouver. Sa famille a été forcée d'aller dans une tente dans la Colombie-Britannique profonde. Sans plomberie intérieure, elle a puisé de l'eau dans un puits glacé. Elle est tombée et a maudit le ciel, « Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça? »



Une VIEILLE HISTOIRE

L'internement a fait suite
à des décennies de lois racistes.

La Colombie-Britannique avait besoin
de travailleurs dans les années 1870.
Les Canadiens d'origine japonaise sont arrivés.
Mais, avec les Chinois, les Sud-Asiatiques et
les peuples autochtones, ils ont été confrontés
à l'hostilité et au racisme. Beaucoup pensaient
que la Colombie-Britannique devrait être
une province « blanche ».

Les hommes canadiens japonais ont été
empêchés de voter ou d'occuper des
fonctions publiques. Les lois de la Colombie-
Britannique interdisaient les emplois
dans l'industrie, les travaux publics,
le droit et la pharmacie. Ils étaient exclus
des quartiers désirés.

La dépossession fait partie d'une
histoire beaucoup plus longue.

RAPIDITÉ D'ESPRIT

Les fonctionnaires ont limité ce que les Canadiens japonais pouvaient apporter dans les camps d'internement. Les Canadiens japonais ont emballé ce qu'ils pouvaient, puis entreposé, vendu, prêté, enterré ou détruit le reste. Aujourd'hui encore, de nombreux Canadiens japonais se souviennent du chaos de ces moments. Des choix judicieux leur ont permis de résister.



NOTICE TO ALL JAPANESE PERSONS AND PERSONS OF JAPANESE RACIAL ORIGIN

TAKE NOTICE that under Orders No. 21, No. 22, No. 23 and No. 24 of the British Columbia Security Commission, the following areas were made prohibited areas to all persons of the Japanese race:—

LULU ISLAND
(including Steveston)

SEA ISLAND

EBURNE

MARPOLE

DISTRICT OF
QUEENSBOROUGH

SAPPERTON

CITY OF
NEW WESTMINSTER

BURQUITLAM

PORT MOODY

IOCO

PORT COQUITLAM

MAILLARDVILLE

FRASER MILLS

CORPORATION OF
THE DISTRICT OF
NORTH VANCOUVER

CORPORATION OF
THE DISTRICT OF
WEST VANCOUVER

AND FURTHER TAKE NOTICE that any person of the Japanese race found within any of the said prohibited areas without a written permit from the British Columbia Security Commission or the Royal Canadian Mounted Police shall be liable to the penalties provided under Order in Council P.C. 1665.

AUSTIN C. TAYLOR,

Chairman

BRITISH COLUMBIA SECURITY COMMISSION

DÉCISIONS PRUDENTES

« Nous venions originalement, il y a longtemps, d'une famille de seigneurs de guerre samurai. Et la seule chose que ma mère s'était jurée c'était qu'elle n'abandonnerait pas l'épée qui appartenait à la famille il n'y avait aucune chance qu'elle la cède après toutes ces générations. Une nuit, ma mère et sa parenté qui vivait à Vancouver Nord, qui manufacturait des bateaux, ils sont venus et ont dit, « OK, nous allons ramer jusque dans le Detroit. » Elle l'a jeté à l'eau. Elle ne voulait pas la remettre à la GRC parce qu'elle ne croyait pas qu'elle la reverrait de toute façon. »

Jean Ikeda-Douglas

PROMESSE *de* PROTECTION

En mars 1942, le gouvernement fédéral a promis, en vertu de la loi, de détenir les biens des Canadiens japonais « à titre de mesure de protection seulement ».

Supervisant le travail du séquestre des biens ennemis, le sous-ministre d'État Ephraim Coleman a écrit: « Je ne pense pas que cela ait jamais été envisagé... que [nous] priverions les propriétaires japonais de leurs biens. »

Ensuite, lui et ses collègues ont fait exactement cela.



Les **BUREAUX** *des* **PERTES**

Promesse de protection, bientôt brisée

Après l'internement des Canadiens japonais, les voisins ont pillé leurs maisons. Au début, certains responsables ont tenté d'empêcher les vols, mais leurs efforts n'ont pas été suffisants. La pression publique et politique pour vendre a augmenté. Le gouvernement a autorisé la vente de tous les biens restants en janvier 1943.

Les bureaux gouvernementaux créés pour protéger les biens sont devenus le siège de la dépossession. Plus de 1 700 lots immobiliers et des dizaines de milliers de biens ont été vendus sans consentement.





Bâtiments vides, maisons volées

En 1943, des fonctionnaires ont photographié des bâtiments vacants pour justifier leurs bas prix de vente.

Des années plus tard, les Canadiens japonais ont contesté les ventes forcées à l'aide de photos de famille. Les photos montrent également les riches histoires vécues dans chaque maison.



Qui a **BRISÉ** *la* **PROMESSE ?**

L'injustice à grande échelle
nécessite plusieurs acteurs

Les gens ont fait de la dépossession
une réalité. Les politiciens en ont fait des lois.
Les hauts fonctionnaires ont décidé
des détails. Les agents locaux ont mis
la politique en pratique.

Imaginez des entrepôts de meubles,
de vêtements, d'instruments de musique
et de livres. Le Bureau du séquestre des biens
ennemis, un bureau fédéral, contrôlait tout
ce que les Canadiens japonais étaient obligés
de laisser derrière eux. En 1942, 120 employés
travaillaient dans l'édifice de la Banque
Royale à Vancouver, classant des documents
et cataloguant des biens.

Les agents immobiliers ont inspecté
les maisons. Les fonctionnaires ont établi
le prix des fermes. Les encanteurs ont scandé
des offres à des milliers d'acheteurs désireux.



QUI ÉTAIT RESPONSABLE DE LA DÉPOSSESSION ?

La politique visait toutes les « personnes de race japonaise ». Pourtant, chaque décideur avait ses propres motivations et idées.

MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

En 1942, des avocats du gouvernement ont approuvé la saisie de biens canadiens japonais. Aujourd'hui, le ministère de la Justice continue de restreindre l'accès aux dossiers qui pourraient expliquer cette décision.

VILLE DE VANCOUVER

URBANISTES DE VANCOUVER

MINISTRE DE LA PÊCHE

COMITÉ DE TRAITEMENT/ VENTE DES NAVIRES DE PÊCHE JAPONAIS



Gracieuseté de Edmund T. Kimura

KISHIZO KIMURA, personne nommée par le gouvernement pour la communauté canadienne japonaise. Kimura a fait partie de comités gouvernementaux qui ont supervisé la dépossession. Des années plus tard, il a déclaré que « du point de vue actuel... lorsque les protestations et les manifestations sont à la mode, il peut en avoir qui se moquent du... silence et de l'obéissance. » Mais le racisme sévissait; il a choisi de coopérer.

SECRÉTAIRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES



University of Dalhousie Archives

JOHN ERSKINE READ, avocat du gouvernement fédéral. Read s'est opposé à la dépossession : « La prise des biens à ces hommes n'a rien à voir avec la sécurité. » Il a estimé que le gouvernement « abandonnait complètement le principe... d'équité. » Mais avec sa carrière toujours en ascension, il a poursuivi.

IMMOBILIER URBAIN

Les fonctionnaires de la ville de Vancouver ont vu une occasion lorsque l'internement a commencé : le quartier historique canadien japonais sur la rue Powell pourrait être démolé et remplacé par des logements modernes. Ce plan a aidé à convaincre le gouvernement fédéral de vendre. Mais le réaménagement proposé n'a jamais eu lieu.

NAVIRES DE PÊCHE

En janvier 1942, le gouvernement a formé un comité pour encourager les pêcheurs à vendre ou à louer leurs navires. Lorsque certains Canadiens japonais ont refusé de vendre, le comité les a forcés. Des années plus tard, les avocats du gouvernement ont publiquement admis que les ventes étaient illégales, mais ils ont enterré la question.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA

PREMIER MINISTRE



United States Library of Congress, Prints and Photographs Division, LC-USZ33-09079-D

WILLIAM LYON MACKENZIE KING, premier ministre du Canada pendant la guerre. En public, King a déclaré qu'aucun Canadien d'origine japonaise n'avait fait preuve de déloyauté. En privé, il se méfiait d'eux. « Peu importe à quel point ils peuvent sembler honorables. Chacun d'eux... serait un saboteur et aiderait le Japon le moment venu », écrivait-il en 1941.

SECRÉTAIRE PRIVÉ ADJOINT DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE

CABINET

COMMITÉS DU CABINET

Comité du Cabinet sur les questions Japonaises
Comité du Cabinet sur le rapatriement et le déplacement/la délocalisation
Comité du Cabinet sur les problèmes Japonais

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

BUREAU DU SÉQUESTRE

BUREAU DU SÉQUESTRE DE VANCOUVER



Joseph Alexandre Castonguay, Bibliothèque et Archives Canada, «00658390



Gracieuseté de Leslie Barmwell

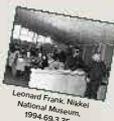
GLENN MCPHERSON et **FRANK SHEARS**, dirigeants du Bureau du séquestre des biens ennemis, Vancouver. McPherson a exhorté les politiciens à autoriser les ventes forcées. Shears a estimé qu'il n'avait pas le choix : son rôle était « de mettre en œuvre... la politique gouvernementale... pas d'élaborer ou de suggérer ce que la politique devrait être ».

Plusieurs départements au sein du Bureau du Séquestre ont exploité, puis vendu des biens canadiens japonais.

MINISTRE DU TRAVAIL



Jack Lorr, Bibliothèque et Archives Canada, «9999002934»



Leonard Frank, Musée National, 1964-69-3-35

LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

La Commission a supervisé l'internement. L'argent provenant des ventes forcées de propriétés est allé dans des comptes contrôlés par la Commission. Les Canadiens japonais ont dû utiliser ces fonds pour payer leurs besoins de base. « Nous sommes tout à fait en droit de refuser » des dispositions dans les camps, a déclaré un responsable.

MINISTRE DES RETRAITES ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS



Jack Lindsay, City of Vancouver Archives, 1184-198

IAN MCKENZIE, seul membre du cabinet fédéral provenant de la Colombie-Britannique. McKenzie a fortement défendu la dépossession. « Leur pays n'aurait jamais dû être le Canada », a-t-il dit. « Je ne crois pas que les Japonais soient une race assimilable. »

COMMISSION D'ÉTABLISSEMENT DES SOLDATS

IVAN BARNET, surintendant de la Commission d'établissement des soldats. Barnet a supervisé l'évaluation des fermes canadiennes japonaises. Il a essayé de les acheter pour moins que leur pleine valeur. « Nous devons maintenir la côte du Pacifique en tant que pays de l'homme blanc », a-t-il dit, « et... éduquer l'homme blanc pour qu'il réalise qu'il peut vivre confortablement » en exploitant une ferme.

HÉRITAGES FAMILIAUX

Certains amis et voisins ont gardé les effets personnels des Canadiens japonais et les ont rendus quand ils le pouvaient. Cependant, la plupart ont pillé et volé. Plutôt que d'arrêter le pillage, le gouvernement a décidé de vendre ce qui restait. Entre 1943 et 1946, il a organisé 255 ventes aux enchères et vendu plus de 90 000 biens.

FERMES

La plupart des fermes canadiennes japonaises ont été vendues au directeur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en 1944. Ces 769 terres agricoles étaient délibérément sous-évaluées par les fonctionnaires. Ils voulaient que les terres profitent aux soldats revenant de la guerre.

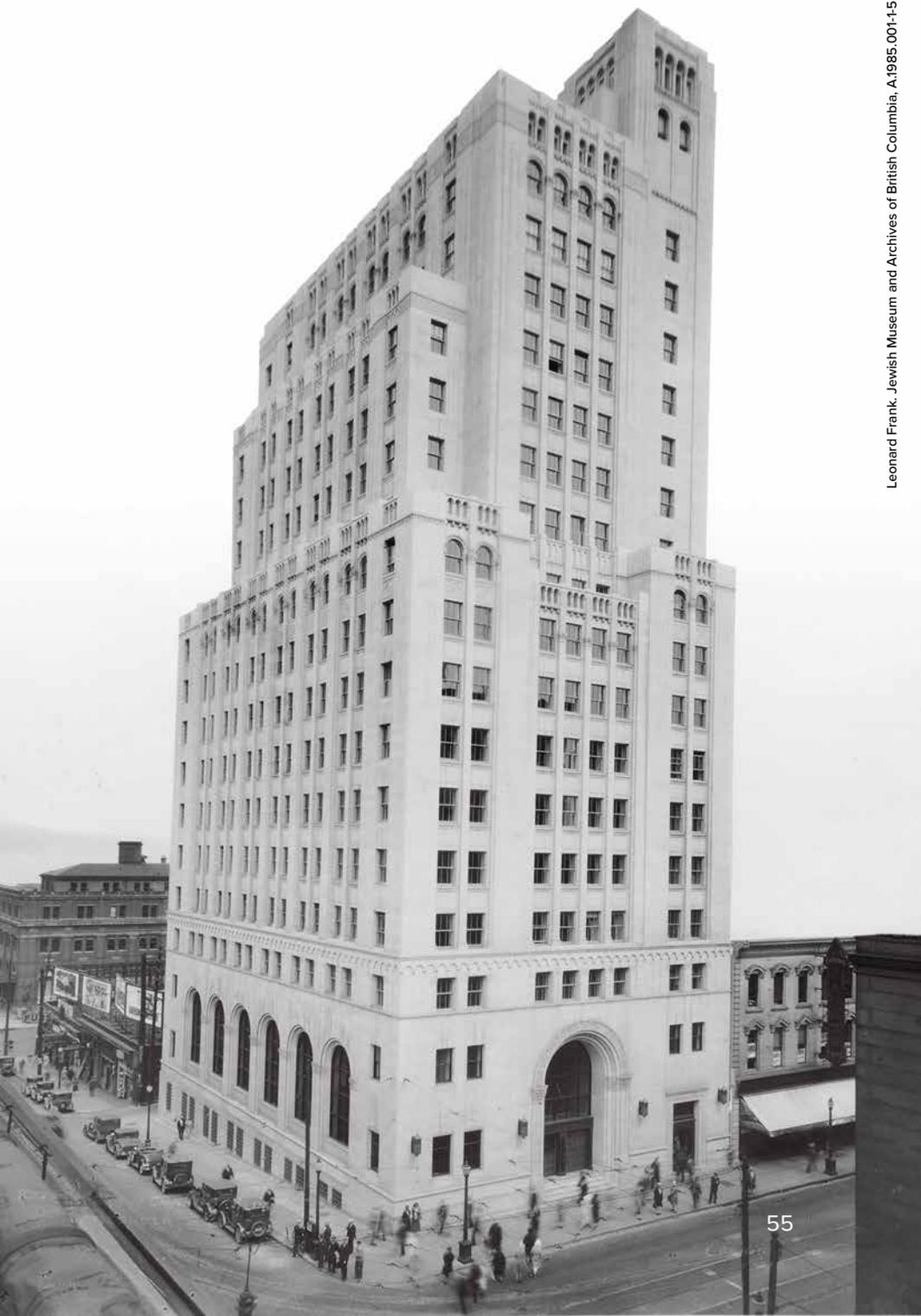
VIVRE *avec le* POUVOIR ÉTATIQUE

Registres d'injustice :
les dossiers du Bureau du séquestre

Vous souvenez-vous des sept narrateurs que vous avez rencontrés plus tôt dans cette exposition ? Pendant leur internement, ils ont reçu un avis des autorités : leurs maisons avaient été vendues.

L'une d'entre eux a lu que son amie l'avait trahie. Un autre a appris qu'un concurrent avait acheté son entreprise. Un troisième a appris que son domicile avait été saccagé.

Les sept narrateurs ont essayé de garder le contrôle de leur vie et de protéger le bien-être de leur famille. Une protestation pure et simple comportait des risques. Pour les Tonomura, cela signifiait l'emprisonnement. Remplir des formulaires et raisonner poliment avec les fonctionnaires semblait souvent un meilleur choix. À tout instant, les Canadiens japonais sentaient les limites de leur liberté.





Les Canadiens japonais doivent s'enregistrer auprès de la GRC au début de 1941.

HIROSHI OKUDA

13 avril 1942
Hiroshi Okuda s'inscrit auprès du séquestre des biens ennemis.

28 juin 1943
Un fonctionnaire remercie Hiroshi pour son service dans l'établissement d'éducation dans le camp d'internement de Tashme.

22 novembre 1943
Hiroshi subit un examen médical pour se rendre à Montréal.

25 janvier 1944
Hiroshi dépose une pétition à Montréal.
FR



Tashme, site où furent saisi sa belle-mère sous séquestre dans le Camp d'internement de Lawson Creek. La GRC arrive le matin du 25 juin, Moichiro pour avoir manqué de se rendre au camp d'internement.

Printemps 1942
Tsuma et son mari, Moichiro Tonomura, s'inscrivent auprès du séquestre des biens ennemis.

25 septembre 1942
Moichiro refuse de quitter sa femme et est incarcéré dans un camp de prisonniers de guerre.

3 décembre 1943
La belle-mère de Tsuma, Kumi, demande à une voisine de lui envoyer un internement les centres de son défunt fils.

1944 - 1946
Les représentants du gouvernement ne s'entendent pas sur le service chargé d'envoyer les cendres aux Tonomura.

16 février 1946
La belle-mère de Tsuma, Kumi, supplie le séquestre de débloquer des terres.

Avril 1946
Des responsables au Japon consistent les terres de l'expulsion de Tsuma du Canada.



La ferme Kageyama vit à l'hôtel Minto pendant les premières années d'internement.

31 mars 1942
Eikichi recherche des travailleurs pour poursuivre ses activités à la Deep Bay Logging Company sur l'île de Vancouver.

8 avril 1943
La vente du bois d'Eikichi fait l'objet d'annonces.

8 novembre 1948
Eikichi conteste la vente de sa propriété à la Commission royale sur les revendications japonaises.

30 mars 1950
La Commission rend sa décision finale dans le cas d'Eikichi.

TSUMA TONOMURA



Kiachi (avec des jumelles) et sa famille à une ferme à l'intérieur de la Colonie en attendant l'internement.

Avril 1942
Le gardien signale que la maison Atagi à Steveston est l'objet de vol par effraction et de cambriolage.

17 avril 1943
Le soir, Kaoru Atagi demande un emplacement d'un compartiment secret de sa maison.

19 mai 1943
Des fonctionnaires fouillent sa propriété.

FR

EIKICHI KAGETSU



Mary, sa mère et ses frères et sœurs au camp d'internement de Greenwood en juillet 1942.

MARY MURAKAMI

29 mars 1942
Agissant au nom du séquestre des biens ennemis, un ami de la famille, Gavin C. Mouat, inventorie la propriété Murakami sur l'île de Salt Spring.

19 avril 1942
Un agent de la Commission d'établissement des soldats évalue la ferme.

25 février 1943
Le père de Mary, Katsuyori, s'enquiert de la protection de sa ferme et de ses biens.

26 juin 1943
de Mary, Alice, accuse Mouat de trahison.

5 juillet 1943
Un responsable, H.F. Green, s'enquiert et interroge Mouat.

18 septembre 1943
des fonds « pour des vêtements d'hiver ».

1948
obtient un reçu pour la vente forcée de ses terres agricoles.

FR



Masue et ses enfants ont d'abord été internés dans la ville de Slocan. Ils sont arrivés dans des camps. Des amis se penchent, ils regardent et aident à transporter une ville vacante.

Printemps 1942
Masue et son partenaire, Rinkichi Tagashira, s'inscrivent au bureau du séquestre.

28 septembre 1942
Rinkichi organise la gestion temporaire de son magasin de tabac.

1942 - 1944
Rinkichi se bat pour protéger sa maison et son entreprise du contrôle gouvernemental.

27 décembre 1944
Le Bureau du séquestre saisit et vend le magasin de tabac.

16 février 1948
Masue et Rinkichi contestent la vente de leur propriété à la Commission royale sur les réclamations japonaises.

FR



elle vivait dans une maison traditionnelle.

veston
olage ».

oi
maison.

KAORU ATAGI



FR

TEIJI MORISHITA

Turn over for English

registre la propriété
Ebisuzaki à Vancouver

Printemps 1942
crée un dossier sur Teiji Morishita.

27 avril 1942
Les propriétaires prennent le contrôle du magasin Ebisuzaki.

29 septembre 1942
Le séquestre organise une « vente aux enchères exceptionnelle » de marchandises Ebisuzaki.

Le séquestre force

PROTESTATION

Les Canadiens japonais se sont battus pour la justice

Les Canadiens japonais ont protesté contre la vente forcée de leurs propriétés.

Dans des lettres aux fonctionnaires, les propriétaires ont décrit des années de travail pour construire leurs maisons. Celles-ci étaient des endroits où ils avaient élevé leurs enfants, pris racine. Ils ne pouvaient pas accepter les ventes effectuées sans consentement.

Les Canadiens japonais ont contesté la dépossession devant un tribunal en 1943. Le juge Thorson a retardé sa décision de plus de trois ans. Pendant ce temps, la plupart des propriétés ont été vendues. Thorson a rejeté Nakashima c. Canada pour vice de forme.

Après la guerre, les Canadiens japonais ont fait pression pour la tenue d'une enquête officielle. Le juge Henry Bird a dirigé la Commission royale. Il avait une vision étroite de la perte, n'indemnisant qu'un propriétaire sur dix.

C
O
P
Y

*has been
in the
file - J 24/1/44*

Box 48,
Slocan City, B. C.

January 18, 1944.

P. H. Russell,
Vancouver, B. C.

Dear Sir:

Received your letter of the 3rd instant.

I do not wish to appear rude and it is not my intention but I would like to put the facts before you in withholding signatures for this case until the court appeal is settled upon.

Before leaving Vancouver your men had told us that this process was to protect us and in your assurance we had our business put into our local agents whom we trusted as you had promised that if and when they have proved reliable that they will be able to deal directly with us. But now you say according to Ottawa this land has been sold.

You have gone against our wishes, also without even consulting us, as any citizen of Canada would have the privilege of giving assent or refusal, and as long as we are not hindering production I feel before God that we have the right to contest it. After all what are we (Canada) fighting for? Not that same treatment the Nazi's gave the Jews be practised here in our own country! But that Canadian citizens be free to exercise their rights and to contribute to the betterment of this land of our birth.

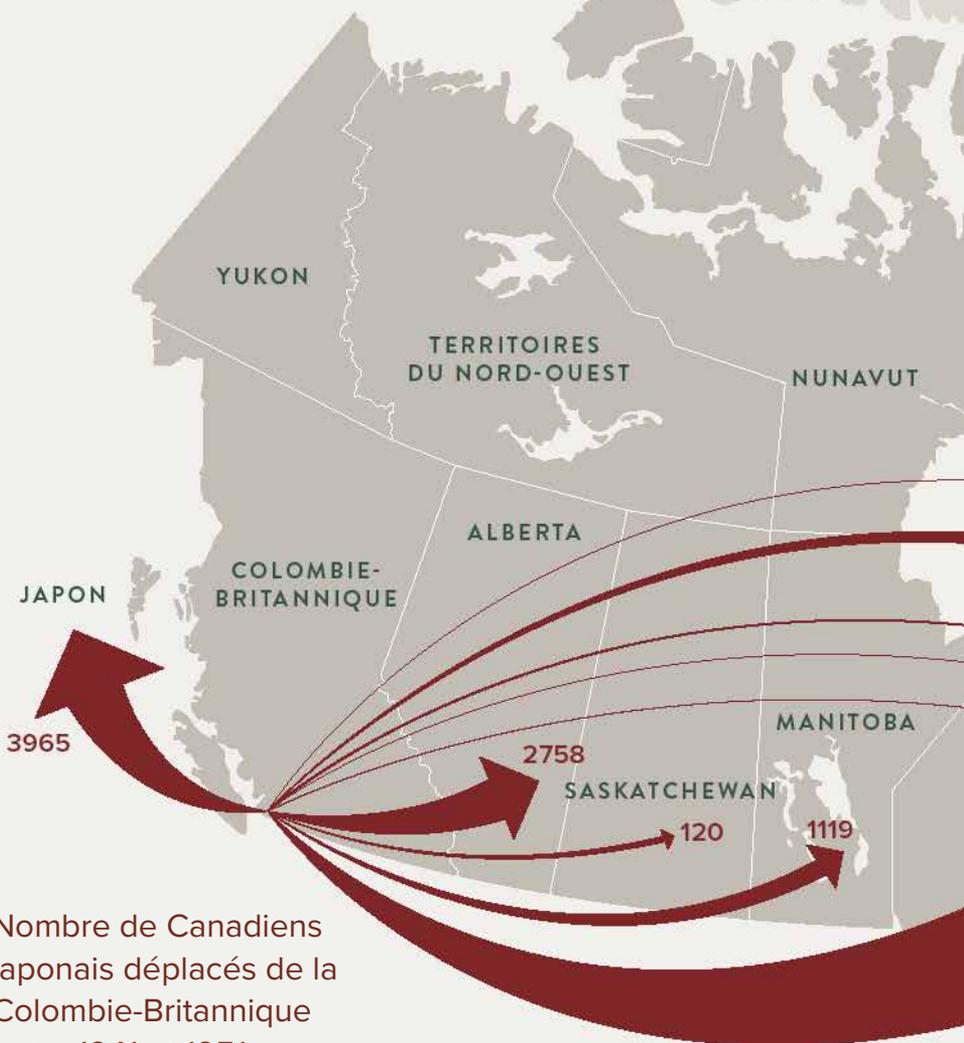
This seems as if we are not cooperating but we must stand for the right. I am sure you will understand when you put yourselves in our position.

Hoping things will clear up soon,

Yours sincerely,

"Aya SUZUKI" - #08121

DÉPLACEMENT FORCÉ DES CANADIENS JAPONAIS, 1941 – 1951



Nombre de Canadiens japonais déplacés de la Colombie-Britannique entre 1941 et 1951

Cartographie de Rylee Harlos et de l'Historical GIS Cluster of the Landscapes of Injustice Research Collective

Les ordonnances fédérales déracinent les Canadiens japonais de la côte du Pacifique. Après la fin de la guerre, les autorités ont fait pression sur les Canadiens japonais pour qu'ils s'exilent au Japon. Ceux qui ont refusé d'y aller ont reçu l'ordre de déménager à l'est des Rocheuses.



HÉRITAGES *de* la DÉPOSSESSION

Nous héritons des paysages de l'injustice

La reconstruction a duré des décennies après la fin de l'internement. Les Canadiens japonais ont d'abord dû trouver un domicile dans un Canada encore raciste. La perte — de langue, d'éducation, d'appartenance — a perduré pendant des générations.

Beaucoup ont également profité de la dépossession. Des carrières ont été faites et des fortunes se sont construites à partir des pertes des Canadiens japonais.

La dépossession n'est pas un chapitre qui se referme, ni une période qui se termine nettement. Nous marchons sur ses sédiments.

La boîte en étain de la famille de Mark Sakamoto





RÉCUPÉRATION

Les Canadiens japonais ont travaillé pour reconstruire leur domicile

Dispersés, les sept narrateurs ont recommencé : nouveaux emplois, nouvelles communautés, nouvelles maisons et nouvelles vies. Ils ont cherché la sécurité. Beaucoup regardaient vers l'avenir avec espoir.

Les Canadiens japonais ont continué à lutter pour la justice. Ils ont obtenu les premières excuses du Canada pour un tort historique en 1988. Une communauté, jadis ébranlée par la perte, est maintenant résistante.



KAORU ATAGI

Kaoru est retourné à Steveston en 1953. Lui et ses frères ont acheté une modeste maison au bord de l'eau et ont repris la construction de bateaux.

Lentement, une communauté canadienne japonaise a refait surface. Des entreprises de pêche, avides de travailleurs qualifiés, ont embauché des Canadiens japonais qui sont revenus. En 1972, les organisateurs communautaires ont ouvert un studio d'arts martiaux et un centre culturel.

Pourtant, la perte perdurait avec les Atagi. Des années plus tard, la femme de Kaoru l'a exhorté à oublier le passé:

« Il suffit de renoncer, tout est parti. »





EIKICHI KAGETSU

Les Kagetsu ont déménagé à Toronto, où de nombreux Canadiens japonais recommençaient.

La vie était précaire. Les enfants d'Eikichi travaillaient à la chaîne ainsi qu'en tant que nettoyeurs. Sa femme s'est mise à la couture. Eikichi a utilisé le peu d'argent qu'il lui restait pour ouvrir une boutique de cadeaux et une laverie.

**« Visez haut », disait toujours
Eikichi à ses enfants.**

L'école était une priorité. Avec le temps, ils se sont épanouis en tant que professionnels partout en Amérique du Nord.



THE LONGEST GAME he ever played took more than 6 hours and 63 moves. He defeated Selo Geller at half-board meet.

Mate in 34 Moves

Jack Kagetsu Defeats World Chessmaster

By Jack Kagetsu
CHEMICAL engineer Jack Kagetsu spent all his spare time over a chess board.
The 25-year-old youth has beaten world grandmasters, like Russia's Alexander Kotov, America's Sam Moskowitz, and Holland's Dr. Max Ewen. In the realm of sports, that would be the equivalent of a young ball player beating some stars of Ted Lyons, Sadie Magin, and Babe Ruth. It's meeting and competing the highest company in the field.
The grandmasters were playing almost 100 matches, but these victories are rather remarkable—since the quality of play is variable all-around. Kotov was defeated 23 in the same time; Ewen 27; Moskowitz 32 simultaneously.

In this kind of match, three boards are set up all around a room. The grandmaster goes from table to table, sitting up each situation quickly, playing his favorite piece at a single sitting.
Jack started playing at 7 years. In 11 years, he had his "diamond" period. He had a match with the world champion, Bobby Fischer, who had just won the last world title. He was beaten in 100 moves. "It was the first time I lost to a woman," declared Jack. "It was my first victory by Mrs. Mary Baker, the first U.S. woman chess champion."
Mrs. Baker was kind. She said she thought I should have at least had one chess set with eight pieces. Both sides: king, knight, rook, 1 pawn, and 1 king. It is in the strategic planning and planning that wins the game. It is constant reflexive warfare.

The course of Jack's victory over Kotov was that the grandmaster had his major piece on one side of the board, when Jack moved his and attacked into the opposite bank, destroying the king. Jack was in 34 moves.
In high school, Jack represented Canada in a U.S. Junior Chess Championship. In college, he was champion of University of Toronto's Hart House Chess Club.
His high-powered intellectual ability has led him to his University studies for 3 years. The International Nobel study in his professional field.
He has won the problems in abstract engineering as well as in chess. His opponent's chess pieces, this is a young man who will go far.





TEIJI MORISHITA

Teiji a refusé d'aller vers l'est. Ses filles ont déménagé à Toronto. Ils avaient autrefois partagé leur maison et leur entreprise à Vancouver avec les Ebisuzaki, qui restaient en contact depuis Toronto et ensuite le Japon.

Enfin, les Morishita ont réalisé leur rêve : réunir la famille à Vancouver.

En 1981, la fille de Teiji, Nancy, a vu l'ancien magasin être détruit pour faire place à un nouveau bâtiment. Elle a trouvé un morceau du carrelage qui jadis annonçait fièrement « EBISUZAKI ». Des amis l'ont aidée à récupérer les pièces et à les placer dans son jardin.





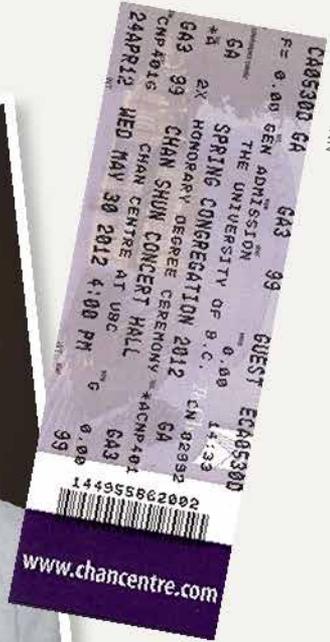
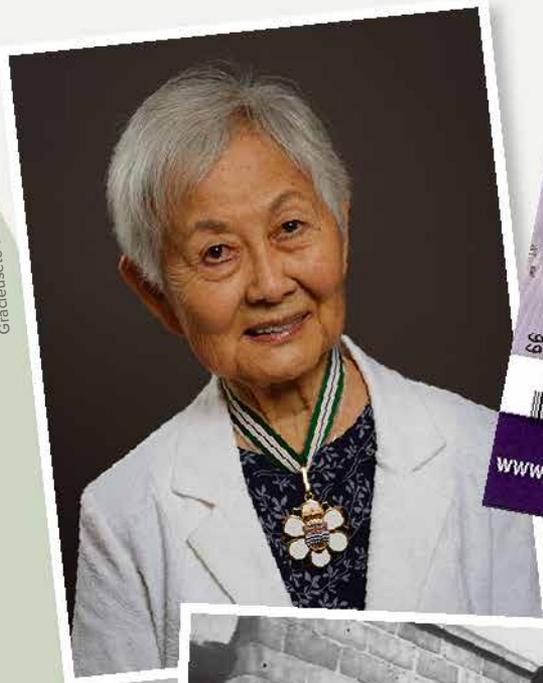
MARY MURAKAMI

Les Murakami sont retournés sur l'île de Salt Spring en 1954. Mary a aidé ses parents à prendre un nouveau départ et a étudié à l'école.

Quand elle a raconté pour la première fois l'histoire de sa famille, des larmes coulaient sur ses joues.

Au final, elle est devenue une voix éminente de cette histoire.

Mary a empêché un immeuble de Vancouver de porter le nom d'Howard Green, un champion de l'internement. Elle a convaincu l'Université de la Colombie-Britannique d'accorder des diplômes aux Canadiens japonais qu'elle avait expulsés en 1942. Elle a reçu l'Ordre de la Colombie-Britannique en 2018.



NIM 2013.61.3



Gracuseté de Mary et Tosh Kitagawa



HIROSHI OKUDA

Hiroshi a fait face au racisme à Montréal.
Ses diplômes professionnels semblaient sans valeur.
En 1947, irrité par la discrimination persistante,
il est devenu l'un des fondateurs de la National
Japanese Canadian Citizens' Association.

**Malgré son activisme,
Hiroshi a rarement parlé
de l'internement.**

Sa fille, Sachiko, voulait en savoir plus.

L'exploration de l'histoire de sa famille l'a amenée
à s'engager dans la communauté. Elle a rejoint
la campagne Redress et a dirigé le Centre
culturel japonais d'Ottawa pendant
de nombreuses années.

Gracieuseté de Sachiko Okuda



Gracieuseté de Sachiko Okuda



NNM 2018.3.14.12



MASUE TAGASHIRA

Les Tagashira sont retournés dans leur ancien quartier de Vancouver. Le mari de Masue voulait récupérer leur maison et leur entreprise. Elle le décrit comme un *kuyashii*, ou frustré :

« Il cherchait toujours ce qu'il avait perdu. »

Dans les années 1980, Masue a rejoint la campagne pour une reconnaissance fédérale des actes répréhensibles et des réparations.

Elle voulait que l'injustice soit réglée.

Masue a eu quatre-vingts ans le 22 septembre 1988, lorsque le premier ministre Brian Mulroney a présenté les premières excuses fédérales du Canada. Interrogé à ce sujet, Masue ne pouvait que sourire.



TSUMA TONOMURA

Les fonds étaient rares dans le Japon ravagé par la guerre, où les Tonomura ont recommencé. Ils ont ouvert une petite entreprise. Leurs filles travaillaient pour l'armée américaine. À l'école secondaire, le fils cadet de Tsuma, John, a eu du mal à s'adapter à la vie dans un pays étranger.

En 1954, John est parti pour le Canada. Il a travaillé et a économisé pour soutenir le retour de ses parents. En 1968, ils sont retournés à Vancouver.

« Malgré toutes les souffrances qu'elle a endurées », se souvient la belle-fille de Tsuma, elle ne s'est jamais plainte.

« Elle était une pionnière, une grande dame et une inspiration pour nous tous. »



NNM 1995.125.2.37.46 a-b



HÉRITAGES *de* la DÉPOSSESSION

La perte est complexe. Elle se propage à travers les familles, façonnant la façon dont ils se voient et leur histoire. Avec le temps, les nouvelles générations font face au passé. Plus loin, des Canadiens japonais portent des réflexions sur ces thèmes.

PERTE

SILENCES

FAIRE FACE AU PASSÉ

HÉRITAGE

RETOUR

down or even
ing buses used to point
iden as they drove by
e, during a survey
oid Horticultural Society
that beautify our streets
granted an Award of
ust 16, 1935.

home and garden be
ast as the garden city
helped to cheer the sea

Remembrance Day 1935
to the public and rain
int Joseph's Hospital
from our garden
81

Une Jeune Fille Tenant un Chat sur le Trottoir
Fonds Familiaux Shigetaka (Steve) Sasaki. NNM 2011.64.3.16



PERTE

Les pertes des Canadiens japonais ne peuvent être effacées. Alors qu'ils reconstruisent leurs vies, les effets de la dépossession perdurent.

MIDORI BRUNS

Midori (né en 1927) réfléchit à la perte de la belle maison que son père avait construite. Pour elle, le plus difficile a été de quitter ses animaux de compagnie.

« La maison, tout d'abord c'était une maison d'accueil et en fait la seule valeur sentimentale se trouve dans ma tête. Ce que papa avait fait pour rendre la vie si plaisante avec une maison d'été et lui qui invite ses amis prendre une bière sous un arbre et c'était un souvenir agréable, un bon souvenir et papa qui nous construit une toute petite pataugeoire. Nous avons presque tout laissé derrière... nous avons pris quelques trucs comme des photos, et j'ai apporté des choses que j'avais écrites quand j'étais un enfant dans des compositions ou des essais ou autre, ça c'était les choses qui comptaient vraiment... des biens matériels... non, parce que nous ne pouvions pas apporter tant de choses. Les vêtements, étant une famille de six, pouvaient peser très lourds. Mais ce qui était le plus triste c'était de laisser derrière le chat, notre chat, Pet. Elle était un persan blanc avec des yeux de deux couleurs différentes. Et quand nous sommes partis elle était assise sur la clôture. Oh oui, c'était la chose la plus difficile. Et j'ai prié pour que les voisins nourrissent le chat, tu sais? Oui, c'est la une chose que je regrette. Oui c'est ce qu'il y a de plus triste, laisser derrière son animal de compagnie et des êtres vivants. »



« Je vais vous dire que je ne savais rien de l'internement en grandissant ... »

SILENCES

De nombreux parents espéraient que leurs enfants aillent de l'avant plutôt que de s'appesantir sur le passé. Mais le silence laisse un vide que les jeunes générations souhaitent souvent combler.

TERRY WATADA

Terry (né en 1951) ne savait rien des expériences de sa famille en grandissant. Il décrit la première fois qu'il a appris l'internement à l'université.

Il dit: « Ça m'a époustouflé. »

« Et je vais vous dire que je ne sais rien de l'internement en grandissant dans les années 50 ici dans le East End de Toronto. Mais je suis allé à l'université. Je pense que c'était en 1970. Un groupe s'est formé à Toronto, de Canadiens japonais et ensuite un groupe de Canadiens asiatiques pour discuter de thèmes comme l'identité, le racisme, toutes sortes de sujets. Puis, je crois que le chef du groupe, Allan Hotta, a décidé d'organiser une conférence à Toronto. Pendant cette conférence ils ont installé un exposé photo qui avait été mis sur pied par les gens de Vancouver, sur l'internement. Et c'était quelque chose, c'était juste-oui, ça m'a surpris. J'utiliserais le terme « mis à genoux. » Donc je me devais de demander à mes parents, non? Cela s'est vraiment produit? Et bien sûr ma mère m'a juste dit que j'étais un idiot, « Pourquoi veux-tu savoir tout ça? », avant de se taire complètement. »

Terry Watada



« Et si tu t'étais dit,
'Je ne le ferai pas' »

FAIRE FACE AU PASSÉ

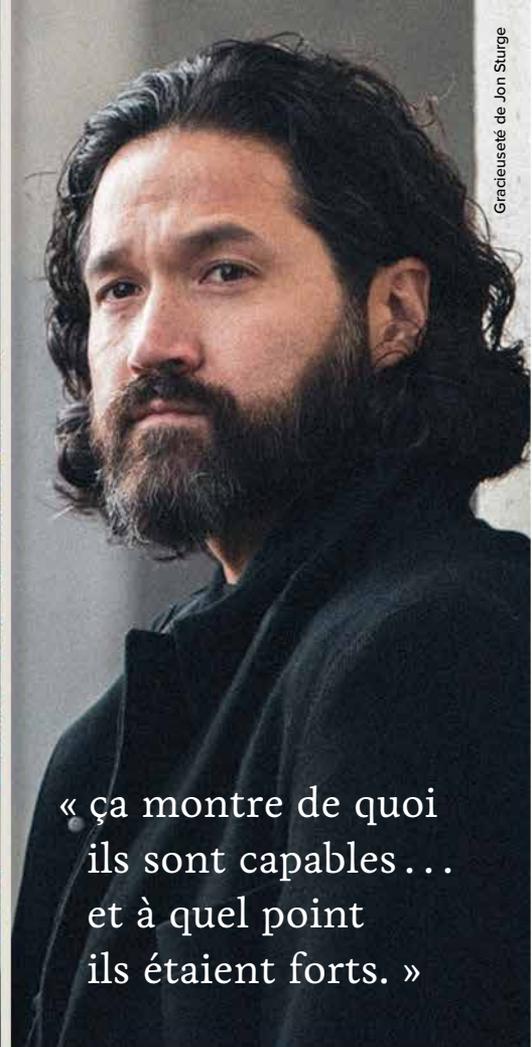
Si votre famille avait volé, acheté ou collaboré dans la dépossession des biens des Canadiens japonais, comment vous sentiriez-vous? Bien des descendants ont de la difficulté à s'expliquer les actions de leurs ancêtres.

LESLIE BARNWELL

Le grand-père de Leslie (né en 1949), Frank Shears, a supervisé la dépossession des Canadiens japonais. Elle réfléchit à ses motivations et à la difficulté de vivre avec ses décisions.

« Je ne pense pas, comme je disais, que j'arriverai un jour à une résolution complète parce que je ne serai pas capable de parler à grand-papa. Donc, je pense qu'au départ, comme je disais, il avait cette intention d'être capable de travailler au nom des Japonais et de préserver leurs terres et leurs biens pour eux. Mais peu de temps s'est écoulé avant que les directives données viennent altérer sa position. Je ne sais pas si quelqu'un d'autre avait fait son travail cela aurait peut-être été pire. Vous savez, est-ce vrai ce que ma mère a dit, « si un vilain travail devait être fait, vaut mieux qu'il soit fait par une bonne personne. » Je ne sais pas. Mais je me demande, « Grand-papa, et si tu avais dit, 'Non.?' Et si tu t'étais dit, 'Je ne le ferai pas. À la place, je vais sortir dehors et me prononcer.' » Là mes sentiments seraient moins partagés. »

Leslie Barnwell



« ça montre de quoi ils sont capables... et à quel point ils étaient forts. »

HÉRITAGE

Des décennies plus tard, les biens ordinaires relient une famille à son histoire. Chaque objet que les familles ont réussi à sauver parle à la fois d'injustice et de résilience.

MARK SAKAMOTO

Mark (né en 1977) décrit la signification personnelle de la boîte de riz que sa famille a amenée avec elle pour l'internement.

«... mon grand-père, Hideo Sakamoto, était un vrai amasseur. Il gardait vraiment tout. Donc après qu'il est décédé... et qu'on a nettoyé le garage. Et complètement au fond du garage, - parce que c'était une des premières choses mises dans le garage en 1952 quand il a emménagé dans la maison- il y avait une boîte à thé. Une grosse boîte de thé d'environ 2 pieds sur 3 pieds. Cette boîte à thé était en tôle, et c'était en tôle parce que du très petit montant de poids auquel ils avaient droit, ils ont apporté une boîte de conserve de riz. C'était littéralement le quart du poids qu'ils avaient droit d'apporter. Et ce n'était que de la nourriture, l'aliment de base de leur vie. Et une chance qu'ils l'ont apporté parce que le premier hiver ils n'avaient pas beaucoup de nourriture. Et pour moi c'est à la fois un magnifique et terrible rappel des sacrifices qu'ils ont faits pendant cette période. Des sacrifices qui leur ont été imposés, des dilemmes qui leur ont été imposés. Je l'ai gardé parce que.. parce que ça montre de quoi ils sont capables et comment ils ont pu survivre et à quel point ils étaient forts. On les a forcés à choisir entre la sentimentalité de leur vie ou leur vie. »

Mark Sakamoto



« Donc ce que ça représente pour moi maintenant c'est une affaire inachevée. »

RETOUR

Certains Canadiens japonais refusent de revisiter les endroits que leurs familles appelaient autrefois leur domicile. D'autres trouvent du réconfort dans le retour.

LESLIE UYEDA

Leslie (née en 1960) se souvient de sa « rage » de voir son ancienne maison à Vancouver et de ses sentiments contradictoires pour approcher les propriétaires actuels.

« Quand je suis revenue par ici j'étais déterminée d'aller voir si la maison était toujours là. Donc je m'y rendrais et je ne ferais que la regarder et voir ma famille- imaginer ma famille- là sur les marches avant. Elle avait une devanture particulière, cette maison, sur un coin de rue donnant sur un parc. Elle doit valoir une fortune aujourd'hui. Une des raisons pour laquelle cette maison m'est significative est que ma colère y est impliquée . . . parce qu'elle est toujours là. Et je pense . . . je me demande comment les propriétaires actuels se la sont procurée. Et les propriétaires d'avant comment ils l'ont obtenue? Et si les premiers propriétaires, après que mes parents aient dû quitter- ma famille ait dû quitter- s'ils savaient pourquoi cette maison était à vendre? Une partie de moi pense que, « OK, je veux savoir ce qui est arrivé à cette maison et je veux voir si les personnes qui y sont savent comment ils ont obtenu leur maison et- qu'elle appartenait à ma famille, pas vous. » C'est ce que j'aimerais aller leur dire, Donc ce que ça représente pour moi maintenant c'est une affaire inachevée. »

Leslie Uyeda

L'HISTOIRE CONTINUE

La dépossession est une époque riche en héritages, pas un chapitre fermé de l'histoire.

Aujourd'hui, les conteurs canadiens japonais et leurs alliés s'efforcent de le comprendre à nouveau.



« Si nous pouvions, en tant que Canadiens japonais, être fiers de nos réalisations et fiers de qui nous sommes, de qui nous étions et de qui nous allons devenir, et si nous pouvions transmettre cela aux générations futures, c'est ce qui compte le plus. »

Vivian Wakabayashi Rygnestad

Le père de Vivian, Tadao Wakabayashi, a contesté la dépossession devant le tribunal.





Le grand-père de Leslie, Frank Shears, dirigeait le Bureau du séquestre des biens ennemis de Vancouver.

« Le Canada a fait des choses qui nous ont manqué de respect. Je dirais donc aux futurs Canadiens que nous ne devons plus jamais recommencer . . . Et je vous encourage tous à travailler dans ce sens. »

Leslie Barnwell



« J'ai grandi en écoutant les histoires de mes grands-parents, de leurs luttes tout au long de la guerre et après. Je les ai vus essayer d'avancer mais toujours freinés par leur histoire. En travaillant en combinaison avec les patrons de couture de ma grand-mère et mes gravures à l'eau-forte, j'explore les histoires de ma famille, les expériences d'autres Canadiens japonais et les idées d'assimilation et d'intégration culturelle pour trouver un sentiment d'appartenance. »

Emma Nishimura



Le **CANADA** peut-il **OFFRIR** *un* **DOMICILE** **JUSTE** *pour* **TOUS** ?

À quoi cela ressemblerait-il ?

Marche *Right to Remain*,
Convention SRO du Downtown Eastside,
Vancouver, 2014

DITES-NOUS CE QUE VOUS EN PENSEZ

VISITER:

<https://loi.uvic.ca/feedback>



Vos commentaires et réactions anonymes nous aideront à évaluer l'exposé. Ils pourraient aussi être utilisés par le projet Landscapes of Injustice de l'Université de Victoria pour analyser les réponses à cette présentation de l'histoire. L'approbation d'éthique en recherche est accordée par l'Université de Victoria.

PROMESSES BRISÉES fait partie de *Landscapes of Injustice*, un projet de recherche de 7 ans au service de la communauté. L'exposé est le résultat de recherches extensives et de consultations auprès de la communauté Canado-japonaise, de chercheurs et de professionnels de musée.

Merci à tous ceux et celles qui ont contribué au récit de cette histoire. Des remerciements spéciaux vont à tous les individus et les familles dans l'exposé, ainsi qu'à leurs descendants, pour avoir gardé ces importantes histoires en vie.

Ce projet a été rendu possible en partie grâce au gouvernement du Canada.

MERCI AUX FAMILLES DES NARRATEURS DE L'EXPOSÉ :

Mary et Tosh Kitagawa

Sus et Barbara Tabata

Susanne Tabata

Nolan Kagetsu

Kanaye Kay Kagetsu

Takako Huang

Mikiko Huang

Sachiko Okuda

Lillian et Nancy Morishita

Donald Jinjnouchi et sa famille

Marlene Tonomura

CONTRIBUTIONS HISTORIQUES ORALES :

Leslie Barnwell

Midori Bruns

Mary Kitagawa

Art Miki

Yoshiaki Nagao

Emma Nishimura

Sachiko Okuda

Marilyn Overland

Vivian Wakabayashi Rygnestad

Mark Sakamoto

Betty Toyota et Joy Trapnell

Leslie Uyeda

Terry Watada

Jean Anne Wightman

MERCI À :

Maleea Acker, Editing

Ophélie Alvaro, Translation

Great Northern Way Scene Shop, Fabrication

Ria Kawaguchi, Kiko Communication Design,
Graphic Design

Jean-Pierre Lussier, Translation

Nicholas Massé, Translation

Multigraphics Ltd., Print Graphics

Doug Munday, Exhibition Design

Jamie O'Connor, Eos Lightmedia Corporation,
AV Systems Design

Ellen Schwartz, Copyediting

Kirsti Wakelin, Resolve Design Inc.,
AV Exhibition Design

Xibita, Fabric Graphics

Chapter One

LANDSCAPES OF INJUSTICE:

Michael Abe, Project Manager

Yasmin Amaratunga Railton, Postdoctoral
Curatorial Fellow, Exhibition Co-Curator

Kaitlin Findlay, Research Coordinator,
Exhibition Co-Writer

Eiji Okawa, Research Assistant

Jordan Stanger-Ross, Project Director,
Exhibition Co-Writer

Trevor Wideman, Research Assistant

NIKKEI NATIONAL MUSEUM & CULTURAL CENTRE:

Sherri Kajiwarra, Director|Curator,
Exhibition Co-Curator

Linda Kawamoto Reid, Research Archivist

Carolyn Nakagawa, Culture, Education,
and Programs Coordinator

Lisa Uyeda, Collections Manager

MUSÉE ROYAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE :

David Alexander, Head of Partnerships,
IT and Digital and Acting Head of Archives

Michael Barnes, Head of Exhibitions

Leah Best, Head of Knowledge,
Exhibition Co-Curator

Dr. Kathryn Bridge, Curator of History
and Art (Emerita)

Liz Crocker, Learning Program Developer

Caroline Davies, Senior Registrar

Kim Gough, Learning Program Developer

Janet MacDonald, Head of Learning

Chris O'Connor, Learning Program Developer

Dave Stewart, Digital Manager

Emma Wright, Archives Manager

**MUSÉE CANADIEN
DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21 :**

Dan Conlin, Curator

Sara England, Exhibitions Coordinator

Charlotte Maus, Content Coordinator and Editor

Steve Schwinghamer, Historian

JAPANESE CANADIAN CULTURAL CENTRE:

Theressa Takasaki,

Archives and Collections Manager

